



La Commune



Pour un plan de lutte, pour la rupture avec Macron et ses ordonnances

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 18 – samedi 21 octobre 2017

Logiquement, il faudrait être en mesure d'opposer un Plan de lutte face à Macron et ses plans antisociaux et antidémocratiques vers la grève générale. Un plan de lutte qui parte des nécessités actuelles de l'action, des besoins pratiques des travailleurs et de la population. Nous n'avons d'autre choix que de tout faire, absolument tout faire pour balayer ce précieux ridicule qu'est Macron. Car, ce sera lui ou nous.



(photo: AFP/Ludovic Marin)

« **Lorsque mon âme et lui ne seront plus d'accord / Que sur un seul point : la rupture .** » [1] chantait Georges Brassens.

Là est le seul « point d'accord » que Martinez devrait logiquement trouver avec Macron. Tout le monde le sent : il n'y a rien à discuter avec Macron. Et discuter avec lui, c'est lui octroyer une légitimité qu'il n'a pas. Cette fausse légitimité se retourne alors contre nous tous. La réforme de l'assurance chômage ? L'appâtance de l'indemnisation en cas de démission est empoisonné : cela va encourager nombre d'employeurs et de DRH à acculer des salariés à la démission, pour mieux dégraisser, sans avoir à déboursier un seul centime. Mais la contrepartie est encore plus pernicieuse et destructrice : renforcer les contrôles et contraindre tout chômeur à accepter n'importe quel emploi et participer à sa propre déchéance. Telle est la base du « dialogue » que Macron « initie » avec les syndicats.

« **On lâche rien** ». Vraiment ?

Nous ne sommes pas des gauchistes, nous n'en avons pas la vocation : le principe syndical de base est « **négozier quand c'est possible, agir quand c'est nécessaire** ». Que les syndicats négocient avec le MEDEF dans les instances paritaires ne nous rebute en rien : à condition qu'ils puissent négocier librement, sur la base du « cahier de revendication » et de « la fiche de paie ». Or, dans le cas qui nous occupe (et

nous préoccupe), les syndicats sont invités à « dialoguer » avec l'Etat qui impose ses conditions et qui dit par avance ce qu'il va faire, que cela plaise ou non.

On ne peut pas, d'un côté, lancer le cri de ralliement « *On lâche rien* » dans les défilés et, de l'autre, se concerter avec un incendiaire qui a pour mandat et pour fonction « suprême » de détruire tous nos droits. Qui irait dire à un incendiaire : brûle ma cuisine mais épargne ma salle de bain ?

Des discussions à boycotter

Bien souvent, lorsque nous défendons l'idée du BOYCOTT DES DISCUSSIONS AVEC MACRON, des syndicalistes nous répondent : « les salariés ne bougent pas » ou « les gens ne sont pas prêts ». Pour les plus anciens, rappelons que le 3 mai 1968, personne n'était prêt et si on avait dit à des manifestants : « dans 15 jours, tout le pays sera paralysé par la plus grande grève générale de tous les temps », ils auraient souri et répondu « vous êtes hors-sol ».

A toutes ces remarques, nous répondons : l'éventuelle passivité des salariés ne justifie en rien que l'on prête le flanc à Macron. Discuter avec ce banquier très mal « élu » revient précisément à conforter tous les éléments de passivité.

Chaise vide ou siège éjectable

Autre remarque qui paraît tomber sous le sens : « on ne peut pas pratiquer la politique de la chaise vide ». Ce qui est vrai en général ne l'est pas forcément en particulier. Qui irait s'asseoir sur un siège éjectable ? Dans le cas présent, Macron discute dans un but : en finir avec les syndicats libres, indépendants, les entraîner à « coopérer » avec les « donneurs d'ordre ».

Mais, maintenant que Martinez est bien assis sur cette chaise et qu'il pense avoir une cuillère assez longue pour dîner avec le Diable capitaliste financier, va-t-il lui dire « nous exigeons le retrait de toutes les ordonnances ». Le Diable, tout sourire, lui répondra que ce n'est pas au menu et qu'il faut avaler ce qu'il y a dans l'assiette.

Même du point de vue du bon sens, le « dîner de Macron » ne tient pas.

Gagner tous ensemble ou perdre les uns après les autres

Mais, mais, Martinez « sait ce qu'il fait » et « fait ce qu'il peut ». Comme d'autres, il a un « plan B » qui consiste en un calendrier tout prêt de manifestations et de grèves sectorielles. Et, visiblement, ça marche puisque les routiers et les dockers ont fait reculer le gouvernement. Nous n'allons évidemment pas boudier notre plaisir. En même temps, tout nous indique que Macron achète ainsi à vil prix (dérogations à la loi travail) la paix sociale dans ces deux secteurs « paralysants » pour mieux les prendre en tenaille une fois que la plupart des corporations et secteurs seront au régime des lois travail et une fois laminée la solidarité interprofessionnelle. A moins que la CGT et FO redeviennent libres de leur mouvement, libres de toute attache avec le Pouvoir.

Sécurité sociale et Santé : danger grave et imminent

Les choses sont bien plus graves qu'elles n'y paraissent : il ne s'agit plus de réformes successives et « graduelles », il s'agit pour Macron de liquider en 18 mois ou deux ans tout le Modèle social et qu'il n'en reste rien. Un Modèle social dont la Sécurité sociale est la cheville ouvrière. Une sécu basée sur les cotisations qui sont la part « collective » de nos salaires serait remplacée par un système à tiroir : une sécu « a minima » dont les dépenses seraient asservies au budget de l'Etat et, pour le reste : les mutuelles qui sont de moins en moins des mutuelles, des assurances « travail-vie » comme en Suisse. Pendant que les hôpitaux, dans la lancée des lois Touraine-Bachelot sont voués à devenir des Centres de profit à courts séjours, en sous-effectif contant et calculé.

Péril en la demeure

Dans le même « esprit », Macron veut s'en prendre au Code du logement (code de la construction de l'habitation) pour en faire le Code de la Spéculation Immobilière. Tel est le véritable but de ses attaques contre l'APL.

Macron le « mytho »

Sur ce point, Macron ment comme l'arracheur de dent qu'il est : l'augmentation des APL n'a aucun rapport avec les hausses de loyer, lesquelles hausses sont régies par le bail et l'indice de référence des loyers. Il faudrait qu'il puisse dire quand l'APL a été augmentée, d'ailleurs. En outre, depuis la création de l'APL en 1977, le plafond de ressources pour en « bénéficier » a considérablement baissé² :

Revenus maximums des bénéficiaires de l'APL

	Couple avec deux enfants	Isolé
1977	4 SMIC	2,4 SMIC
2000	2,13 SMIC	1,15 SMIC
2007	1,93 SMIC	1,07 SMIC

Source : Direction des Études Économiques et Financières de l'Union sociale pour l'habitat.

Ce sont d'ailleurs surtout les charges locatives (non amorties par l'APL) qui s'envolent. Il s'appuie sur le fait que le droit au logement est le droit sur lequel les « politiques » insistent le moins, à l'heure où les expulsions locatives font rage, où les logements sont bien souvent des taudis dangereux, où l'Etat coupe les vivres aux communes et organismes HLM.

Les libertés gravement menacées

La loi « antiterroriste » est en cours d'adoption. Elle rend suspect monsieur et madame tout le monde dans un climat de plus en plus critique de violence policière de l'Etat. Elle tend à remplacer la justice par les mesures administratives. Le droit d'asile et de séjour sont remis en question. Macron qui a agité l'épouvantail du FN pour être élu applique le programme anti-libertés de ce parti fascisant. Le but n'est en rien la lutte antiterroriste mais de priver les travailleurs, les jeunes et la population de moyens de défense. Macron nous place ainsi dans l'antichambre du fascisme et les partis de l'opposition de gauche n'appellent à aucune manifestation, aucun meeting pour faire front contre cette loi anti-liberté. Il est pourtant grand temps !

Pas de résistance sans rupture

La rupture est donc la condition de toute résistance passive puis de plus en plus active, active puis de plus en plus offensive, de plus en plus massive et unie.

La rupture est la condition de tout plan de lutte efficace.

Dans leur grande majorité, les salariés et la population rejettent Macron et tous ses plans. Par centaines de milliers, syndicalistes, jeunes, sans-parti et militants montrent dans la rue qu'ils sont prêts à entraîner des millions de gens avec eux pour défendre les droits qui garantissent la vie, les salaires et les emplois.

Toute force organisée qui craint d'aller vers la grève générale ne pourra pas résister et deviendra un frein.

Nous sommes profondément convaincus que la probabilité de l'explosion sociale est de plus en plus élevée. A la mesure de la crise politique aiguë et de la crise sociale terrible que nous vivons. Crises dont « l'indice de gravité » a été mesuré par l'abstentionnisme foudroyant aux élections.

Aussi, dans le moment présent, si l'idée est « on lâche rien », cela signifie immédiatement, l'unité pour :

Retrait des ordonnances

Abrogation de la loi El Khomri

Retrait du projet de loi dite « anti-terroriste »

Samedi 21 octobre 2017.

1. En savoir plus sur <http://paroles2chansons.lemonde.fr/paroles-georges-brassens/...>

2. <http://www.union-habitat.org/...>

Modifié le samedi 21 octobre 2017

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>